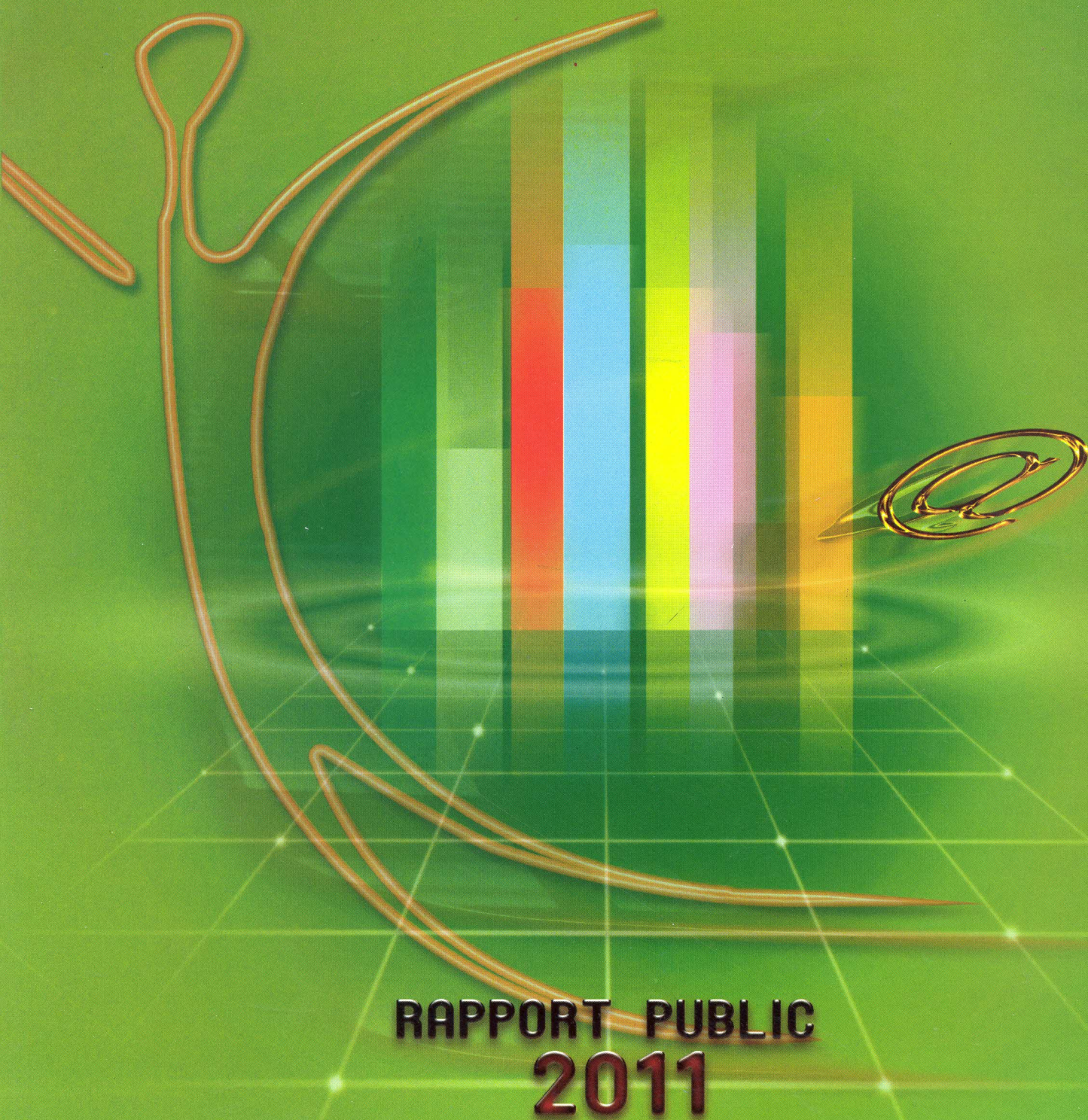




COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES



**RAPPORT PUBLIC
2011**

SOMMAIRE

Liste des signes et abréviations.....	03
Avant-propos.....	05
Introduction.....	07
Chapitre N°1 : Mise en oeuvre de la loi.....	09
Chapitre N°2 : Activités de promotion de loi.....	15
Chapitre N°3 : Renforcement des capacités.....	23
Chapitre N°4 : Activités internationales.....	27
Chapitre N°5 : le fonctionnement de la commission.....	33
Chapitre N°6 : programme 2012.....	41
Conclusion et Recommandations.....	43
Annexe.....	45
l'Année 2011 en images.....	59

LISTE DES SIGNES ET ABBREVIATIONS

AFAPDP :	Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles
BICIAB :	Banque Internationale du Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina
BHBF :	Banque de l'Habitat du Burkina Faso
BOA :	Bank Of Africa
BRS :	Banque Régionale de Solidarité
UBA :	United Bank of Africa
SOBCA :	Société Burkinabé de Crédit Automobile
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
RFID :	Radio Frequency Identification (Identification par Radio Fréquence)
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
SENAC :	Semaine Nationale de la Citoyenneté
PPTD :	Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent
MFPTSS :	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
GUF :	Guichets Uniques du Foncier
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication
RTB :	Radiodiffusion Télévision du Burkina
UACO :	Universités Africaines de la Communication de Ouagadougou
CEA :	Commission Economique pour l'Afrique
OIF :	Organisation Internationale de la Francophonie

AVANT-PROPOS



AVANT-PROPOS RAPPORT 2011

L'année 2011 aura été l'année d'achèvement de la série des séminaires nationaux initiée par la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) depuis 2009.

Des multiples actions de pédagogie menées par la CIL à l'endroit des acteurs des différents secteurs d'activités et des groupes segmentés de la population ont fait de la question de la protection des données à caractère personnel, une réalité dans notre pays, en témoigne la couverture des treize régions du pays, la plupart des zones frontalières ainsi que plusieurs localités du pays.

La Commission a innové en expliquant le Droit par l'exemple ; cela s'est traduit par le développement de contenus multimédias interactifs de sensibilisation, de formation et d'autoformation en langues nationales adaptées au niveau et au besoin de la population (la loi a été illustrée, traduite en

La Commission a innové en expliquant le Droit par l'exemple

mooré, dioula et fulfuldé). Dix films thématiques ont été réalisés et diffusés sur la Radiotélévision du Burkina Faso, de même qu'un documentaire mettant en relief les travers des Technologies de l'Information et de la Communication.

2011 a surtout été l'année où les jeunes ont été placés au cœur de l'action de la CIL : une étude nationale sur l'impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la protection des données personnelles et de la vie privée des jeunes a été réalisée dans quatre grandes zones du pays. Cette étude a permis un éveil de conscience sur les éventuels risques et dangers lors de l'utilisation de ces plates-formes.

Au plan international, la CIL a de nouveau été portée au poste de Vice-présidence de l'Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles (AFAPDP). Aussi, l'expertise de la CIL a encore été fortement sollicitée :

- pour le démarrage de fonctionnement d'Autorités sœurs en tant que doyenne des Autorités de protection en Afrique ;
- pour des communications lors des grandes conférences afin de partager son expérience.

2012, cinquième année de fonctionnement, sera consacrée à des formations ciblées avec les spécialistes droit et TIC des différentes administrations publiques et entreprises privées pour susciter les déclarations des fichiers de traitement conformément à la loi afin de constituer le registre public des traitements.

INTRODUCTION

Pour rendre compte de l'exécution de sa mission, la Commission de l'Informatique et des Libertés, aux termes de l'article 45 de la loi n° 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, produit un rapport annuel d'activités.

Ce rapport, rendu public après remise officielle au Président du Faso, se veut un document dressant l'état de la question de la protection des données personnelles au Burkina Faso.

Le présent rapport 2011 est subdivisé en cinq chapitres ainsi qu'il suit :

1. le chapitre 1 qui est consacré aux activités de mise en œuvre de la loi. Il s'agit surtout des missions de vérifications des traitements de données personnelles auprès des structures, du traitement des plaintes pour violation de données personnelles, des demandes d'avis et de conseils émanant des structures publiques ou privées ;

2. le chapitre 2 qui est consacré aux activités de promotion de la loi fait ressortir les différentes activités menées pour la vulgarisation de la loi. Il s'agit des séminaires nationaux de sensibilisation, des conférences publiques et de la participation de la CIL à divers ateliers ou séminaires organisés par d'autres institutions ou par des départements ministériels ;

3. le chapitre 3 qui traite du renforcement des capacités fait cas des

sessions de formation en vue d'accroître les capacités d'expertise tant sur le plan juridique, administratif que technologique de la CIL à travers des ateliers et séminaires de formation ;

4. le chapitre 4 qui est consacré aux activités internationales passe en revue les activités internationales. La CIL entretient des relations de partenariats avec les autres autorités de protection dans un contexte de globalisation et d'échange d'expériences ; ce chapitre donne ainsi un aperçu de la dimension internationale de la CIL ;

5. le chapitre 5 lui, est consacré au fonctionnement de la commission. La CIL jouit d'une autonomie administrative et financière ; et à ce titre rend également compte de sa gestion et ce chapitre donne l'état d'exécution du budget ;

6. le chapitre 6 qui est consacré au programme 2012 reprend les activités qui n'ont pas été entièrement exécutées au cours de l'année et propose les grandes actions de la CIL pour l'année 2012.

Le rapport comporte également en annexe, les différents textes législatifs et réglementaires encadrant l'activité de la CIL et le tableau récapitulatif des activités de communication 2011.

1 MISE EN ŒUVRE DE LA LOI



Elle veille également au respect des droits des personnes concernées, reçoit les réclamations, les pétitions et plaintes, se tient informée des évolutions technologiques et des effets de leur utilisation sur le droit à la protection de la vie privée ; elle conseille les personnes et organismes qui font du traitement de données personnelles et répond aux demandes d'avis des pouvoirs publics.

Par ailleurs, elle propose au gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires en vue d'adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés techniques et informatiques.

Aux termes de l'article 37 de la loi, la Commission est habilitée à prendre des décisions individuelles ou réglementaires, à procéder à des vérifications sur place à l'égard de tout traitement auprès des structures, à prescrire des mesures de sécurité, à adresser des avertissements aux intéressés et à dénoncer au parquet les infractions dont elle a connaissance.

Fort de cette disposition, la Commission de l'informatique et des libertés a procédé au cours de l'année 2011 à des vérifications sur place ; a enregistré des plaintes, des demandes d'avis ; a dénoncé au parquet des infractions dont elle a eu connaissance, conseillé des personnes et des organismes qui ont recours au traitement automatisé ou non de données à caractère personnel.

1.1. Des vérifications sur place

La Commission de l'informatique et des libertés (CIL), dans le cadre de sa mission du contrôle de l'application de la loi n°010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, a effectué des missions du 13 Juin au 13 juillet 2011, auprès de onze (11) établissements bancaires et financiers ci-après :

- La Banque Internationale du commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina (BICIAB) ;
- La Banque de l'Habitat du Burkina Faso (BHBF) ;
- Coris BANK.
- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce ;
- Bank of Africa (BOA) ;
- Banque Régionale de Solidarité (BRS) ;
- Banque Atlantique ;
- Banque Internationale du Burkina, filiale du groupe United Bank of Africa (UBA).
- Burkina Bail ;
- Société Burkinabè de Crédit Automobile (SOBCA).

1.1.1. Objectifs des vérifications

Cette mission avait pour objectifs de mieux appréhender les traitements de données personnelles opérés dans ce secteur, de s'assurer de la conformité de ces traitements aux dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel.

Cette mission de vérification était donc essentiellement axée sur :

- Le système de collecte des données au sein de ces structures ;
- les mesures de protection des données personnelles mises en œuvre ;
- l'examen des politiques de sécurité mis en place par ces institutions.

1.1.2. Des constats

Les constats majeurs ci-après ont été relevés :

- la quasi-totalité des établissements n'a pas satisfait aux formalités préalables de déclaration des fichiers de traitements prévues à l'article 19 de la loi ;
- les transferts de données à caractère personnel s'effectuent hors du territoire burkinabè sans les protections prévues à l'article 24 de la loi ;
- le recours à la prospection directe par certaines banques et établissements financiers en l'absence du consentement de leurs clients (article 34 de l'acte additionnel A/SA.A/01/10 relatif à la protection des données personnelles dans l'espace de la CEDEAO) ;
- les banques ont une politique de confidentialité fondée sur le secret bancaire ;
- la sécurité du système d'information est en général déléguée à la structure informatique ;
- L'existence de failles de sécurités organisationnelles et techniques ;
- La plupart des traitements des données "nationales" sont délocalisés dans des pays tiers, induisant de ce fait le transfert par divers canaux de communication et l'exploitation dans un environnement non maîtrisable du point de vue des garanties de protection ou de sécurité

1.1.3. Des recommandations issues des vérifications

Au regard des constats susmentionnés, la mission a formulé les recommandations ci-après :

- le respect de l'obligation de déclaration des traitements de données personnelles y compris l'utilisation des systèmes de vidéosurveillance;
- l'élaboration et l'application de chartes informatiques ;
- la formation des agents des banques et établissements financiers sur la protection des données personnelles ;
- le respect des principes directeurs en matière de traitement des données personnelles et des droits des personnes concernées;
- la formalisation de la fonction de Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information dans chaque structure ;
- le respect des dispositions en matière de transferts des données personnelles hors du territoire national.

1.2. Des Plaintes

La CIL a enregistré huit (08) plaintes déposées par des particuliers et des institutions. Ces plaintes, sont relatives à des arnaques ou tentatives d'arnaques sur internet, l'usage illicite des données ?

1.2.1. Des arnaques ou tentatives d'arnaques sur internet

Dans ce chapitre ont été reçus les dossiers ci-après :

- Madame S. A contre X pour usurpation de compte, le 01/02/2011 ;
- Monsieur T H contre X pour vol d'identité et escroquerie, le 30/05/2011 ;
- Monsieur T. K. J contre X pour vol d'identité et arnaque, le 08/09/11
- Monsieur Y. E pour prise en main de la boîte email et tentative d'escroquerie, 30/06/2011

Les problèmes liés aux comptes de messagerie présentent une complexité dans leur résolution. Pour les résoudre, il est important de connaître quelques informations essentielles sur les comptes tels que l'adresse alternative, fournie lors de la création du mail, ou la mnémotechnique ou question associée au mot de passe etc. Mais la plupart des plaignants ne sont pas en mesure de fournir ces éléments indispensables pour récupérer leurs adresses mails soit parce qu'ils n'ont pas généré eux-mêmes leur adresse électronique soit parce qu'ils n'ont pas conservé les informations requises.

1.2.2. Des plaintes résultant de l'usage des données personnelles

▪ ***des plaintes contre une personne physique ou une institution***

Il s'est notamment agi de cas d'harcèlement, de menaces verbales voire de mort par le biais du téléphone, d'attribution abusive de numéro téléphonique induisant des pertes de données personnelles, de soupçons d'interception de communication téléphonique, de détournement de données ayant conduit à divers blocage.

Dans ce chapitre ont été reçus les dossiers ci-après :

Z. K a saisi la CIL le 29/09/2011 pour soupçon d'écoutes téléphoniques.

Il fonde ses appréhensions sur le fait que son numéro de téléphone ait été utilisé pour appeler de tierces personnes à son insu alors que son téléphone est toujours en sa possession.

Ensuite, il constate des interférences lors de ces différents appels. Ayant été entendu à deux reprises par la CIL, la Commission a relevé qu'il s'agissait d'une non maîtrise de certaines fonctionnalités de son téléphone portable. Après quelques explications adéquates sur le fonctionnement de son téléphone portable, qui l'ont rassurée, l'intéressé n'a plus poursuivi sa plainte.

M. K. a saisi la Commission de l'Informatique et des Libertés d'une plainte en date du 19 septembre 2011, faisant état de la suspension de son numéro de téléphone par un opérateur de téléphonie mobile, et sa réaffectation à un tiers pendant qu'il était en voyage. Dans le cadre du traitement de ce dossier, la CIL a entendu l'opérateur qui reconnaît un dysfonctionnement de ses services techniques. L'opérateur en sus de la réattribution du numéro au plaignant a engagé une procédure de règlement à l'amiable avec l'intéressé. La CIL a invité l'opérateur à un strict respect des principes en matière de traitement des données personnelles de ses clients.

D.S. a saisi la Commission de l'Informatique et des Libertés d'une plainte contre Y. D., le 25/10/2011 pour des faits de détournement de données, de piratage et de chantage vis-à-vis d'un ancien employé.

Le plaignant accuse son ex employé d'avoir changé tous les mots de passe de ses serveurs web et mail ce qui a occasionné l'inaccessibilité aux contenus de ces serveurs.

Après avoir entendu les deux parties la CIL a entrepris un règlement à l'amiable en invitant l'ex-employé à restituer les paramètres du nom de domaine objet du litige.

Cependant, l'employeur a retiré sa plainte avant la fin de la procédure.

M. K. a saisi le 04 mars 2011, la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) d'une plainte pour harcèlement téléphonique avec menace de mort dont il serait l'objet de la part de monsieur K. B.

A l'audition, le plaignant a indiqué avoir saisi les forces de sécurité pour menace de mort. Il a par ailleurs souhaité qu'il soit mis fin aux agissements dont il fait l'objet par une procédure légale engagée par la CIL.

Cette plainte est en cours de traitement.

1.3. Des demandes d'avis et de conseils

Au cours de l'année 2011 la Commission de l'Informatique et des Libertés a reçu cinq (5) demandes de conseils portant sur :

1) *Un projet de transfert de données personnelles à l'étranger ;*

Une institution financière Burkinabè, filiale d'un groupe international a saisi la CIL pour un avis, d'une demande de conseil relatif à un transfert de données personnelles de ses clients hors du territoire national. Après analyse du dossier, les conclusions ont été transmises au collège des Commissaires de la CIL. Le collège des commissaires, considérant que le pays destinataire des données ne dispose pas d'un niveau de protection adéquate des données personnelles similaire à celui du Burkina, a décidé par délibération d'une signature de convention de transfert de données entre l'institution financière expéditrice et l'institution destinataire des données, quoique les deux soient filiales du même groupe.

Par la suite, la convention a été signée entre les deux parties.

2) La création d'un fichier centralisé des créances douteuses

En date du 19 octobre 2010 une Association professionnelle d'institution financière a saisi la CIL d'une demande de conseils portant sur la création d'un fichier centralisé des créances douteuses. Après analyse, il ressort que ce dossier devrait être validé par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest avant la saisine de la CIL. Le dossier est en cours de traitement

3) Demande d'avis d'une structure étatique

Une structure de l'Etat a saisi la CIL d'une demande d'avis relative à un projet de création d'un fichier contenant des données personnelles. Après analyse du dossier il est ressorti que les informations demandées portaient sur les éléments constitutifs du dossier individuel des agents et également sur les antécédents judiciaires et les données sensibles telles que la santé. En retour la CIL a notifié à cette structure, d'une part, les principes et interdictions en matière de traitement des données sensibles, et d'autre part, l'obligation de créer ledit fichier par décret après avis conforme motivé de la CIL.

4) Demande d'avis d'un département Ministériel

Un département ministériel a saisi la CIL d'une demande d'avis relative à l'enregistrement des communications sur un numéro vert dans le cadre du renforcement de la communication gouvernementale.

Après analyse de la demande, il ressort que le fond du dossier est incomplet et nécessite un éclairage complémentaire en vue de permettre un traitement adéquat. Le dossier est en cours de traitement.

5) Demande de conseil d'une entreprise privée

En date du 11 février 2011, la Commission de l'informatique et des libertés a reçu une demande de conseil relative à un projet de mise en place d'un système de vidéosurveillance.

Une mission de la CIL a procédé à une vérification sur place du dispositif et a transmis ses conclusions au collège des commissaires.

Le dispositif ne présentant pas d'immixtion à l'intimité et à la vie privée des salariés et des usagers, et ayant un objectif sécuritaire, le collège des commissaires a décidé par délibération N° 000042 du 18 Mars 2011 d'émettre un avis favorable pour la mise en place de ce traitement dans le strict respect de la loi 010-2004/AN portant protection des données personnelles.

2 ACTIVITES DE PROMOTION DE LOI



Le présent chapitre porte sur les actions menées par la CIL dans le cadre de la vulgarisation de la loi sur l'étendue du territoire national.

Dans ce contexte six (06) activités principales de promotion de la loi ont été organisées par la CIL au cours de l'année 2011 :

- trois (3) séminaires thématiques de sensibilisation des acteurs de la société civile, de la justice et des forces de défense et de sécurité sur les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée ;
- deux (2) conférences publiques sur la sécurité des systèmes d'information et la protection des données personnelles et de la vie privée.

La Commission a également pris part à quatre (04) ateliers et séminaires de formation organisés par des institutions nationales.

2.1. Des séminaires thématiques de sensibilisation

2.1.1. Du séminaire national de sensibilisation des acteurs de la société civile

Organisé à Manga les 14 et 15 Juillet 2011 sous le patronage du Gouverneur de la région du Centre-sud, ce séminaire de sensibilisation portait sur le thème : « la société civile et les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens ».

Ce séminaire a regroupé pendant deux jours quatre-vingt-sept (87) participants, comprenant :

- les responsables du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité ;
 - les responsables des associations, ONG et syndicats.
- Il visait l'atteinte de deux objectifs principaux que sont :

1. Informer et échanger avec les acteurs de la société civile sur :

- Le cadre juridique national et communautaire portant protection des données à caractère personnel ;
- le rôle de la Commission de l'Informatique et des Libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...) ;
- les défis de l'explosion technologique actuelle ; notamment les derniers avatars que sont : les réseaux sociaux, les techniques de géolocalisation, la publicité comportementale, les RFID et l'internet des objets ;

2. renforcer les capacités des acteurs de la société civile sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel, afin qu'ils soient des relais de sensibilisation auprès de la population.

Quatre (04) communications portant sur différents thèmes ont marqué le séminaire, il s'agit : Les Droits Humains et la protection des données à caractère personnel ;

- Les cadres juridiques spécifiques des communications électroniques au Burkina et dans le monde, et la protection des données personnelles et de la vie privée des consommateurs ;
- La protection des données personnelles et de la vie privée sur les plates-formes d'internet et de téléphonie mobile :
 - o Risques et dangers pour les citoyens
 - o Mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'internet et de la téléphonie mobile
- Les enjeux relatifs à la protection de la vie privée au travail : droits des salariés et obligations des employeurs.

Ce séminaire a permis aux participants de s'approprier le contenu de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

A l'issue du séminaire, les participants ont formulé deux recommandations sur :

- le renforcement des capacités techniques et matérielles de la commission de

- l'informatique et des libertés (CIL) pour permettre de suivre l'évolution des TIC ;
- la mise en place d'un cadre de concertation entre les acteurs de la société civile et la Commission de l'Informatique et des Libertés.

2.1.2. Du Séminaire national de sensibilisation des acteurs de la justice sur « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens à l'ère du numérique »

Organisé à Dédougou les 20 et 21 Octobre 2011, sous le patronage du Gouverneur de la région de la boucle du Mouhoun, ce séminaire portait sur le thème : « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens à l'ère du numérique ».

Il a regroupé pendant deux jours cent treize (113) personnes, comprenant les acteurs de la justice issus des structures ci-après :

- du Ministère de la Justice garde des sceaux et des droits humains,
- du Conseil Constitutionnel
- de la Cour de Cassation
- du Conseil d'Etat
- de la Cour des comptes
- de l'Ordre des huissiers
- de l'Ordre des notaires,
- de la Faculté de droit.

Les objectifs poursuivis par ce séminaire étaient de permettre aux acteurs de la Justice de s'informer et d'échanger sur :

- Le cadre juridique national et communautaire portant protection des données à caractère personnel;
- L'adaptabilité et l'efficacité du droit pénal traditionnel face à la nouvelle criminalité portant sur la protection des données personnelles et de la vie privée à l'ère du numérique.

Les travaux du séminaire organisés sous la forme d'un panel de discussions ont été marqués par les quatre thèmes de communication suivants :

- Les enjeux globaux de la protection des données personnelles et de la vie privée: le cadre juridique du Burkina ;
- La protection des données personnelles et de la vie privée dans les environnements sans fil : risques et dangers liés à l'utilisation des plates-formes internet et de téléphonie mobile;
- Les cadres juridiques spécifiques de la protection des données personnelles dans les organisations internationales, régionales et communautaires (CEDEAO, UEMOA, etc.)
- Le droit pénal traditionnel face à la nouvelle criminalité portant sur la protection des données personnelles et de la vie privée à l'ère du numérique : quelle efficacité ?

Ce séminaire a permis aux participants de s'approprier le contenu de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

A l'issue du séminaire, les participants ont formulé une recommandation sur la nécessité de prendre davantage en compte les infractions liées à l'utilisation de l'internet dans le cadre de la relecture du code pénal.

2.1.3. Du séminaire de sensibilisation des Forces de Défense et de Sécurité

Organisé à Bobo-dioulasso les 15 et 16 décembre 2011, sous le patronage du Chef d'état-major général des armées, ce séminaire portait sur le thème : «les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens à l'ère du numérique».

Il a regroupé pendant deux jours cent quarante-neuf personnes, comprenant des militaires et des paramilitaires.

Ce séminaire avait pour objectifs de permettre aux acteurs des Forces de Défense et de Sécurité de s'informer et d'échanger sur :

- Le cadre juridique national et communautaire portant protection des données à caractère personnel;
- les mesures à prendre pour sensibiliser et former les Forces de Défense et de Sécurité, dès leur formation initiale et tout au long de leur parcours professionnel sur la protection des données personnelles et de la vie privée des individus ;
- les principes de fonctionnement des plates-formes internet et des environnements sans fil (téléphonie mobile, réseaux wifi, etc.) et les risques et dangers liés à la protection des données personnelles et de la vie privée lorsqu'on utilise ces plates-formes.

Les travaux du séminaire organisé sous la forme d'un panel de discussions ont été marqués par les cinq thèmes de communication suivants :

- Les enjeux globaux de la protection des données personnelles et de la vie privée: le cadre juridique du Burkina Faso ;
- Les cadres juridiques spécifiques de la protection des données personnelles dans les organisations internationales, régionales et communautaires (CEDEAO, UEMOA, etc.) ;
- Le droit pénal traditionnel face à la nouvelle criminalité portant sur la protection des données personnelles et de la vie privée à l'ère du numérique : quelle efficacité ?;
- La protection des données personnelles et de la vie privée dans les environnements sans fil : risques et dangers liés à l'utilisation des plates-formes internet et de téléphonie mobile;
- La protection de la vie privée et le droit à l'image.

Ce séminaire a permis aux participants de s'approprier le contenu de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

A l'issue du séminaire, les participants ont formulé deux recommandations sur :

- la mise en place d'un cadre d'échanges et de concertation entre la Commission de l'Informatique et des Libertés et les Forces de Défense et de Sécurité ;
- l'introduction d'un module de formation des Forces de Défense et de Sécurité sur le droit à la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens.

2.2. Des conférences publiques

2.2.1. De la conférence publique de Léo

Organisée le 17 juin 2011, cette conférence publique qui a regroupé une centaine de personnes avait pour objectifs de sensibiliser les élèves et encadreurs de Léo sur :

- la loi N° 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel au Burkina Faso et le rôle de la Commission de l'Informatique et des Libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...)
- les risques et dangers auxquels les élèves sont exposés lorsqu'ils utilisent les services de téléphonie mobile et d'Internet.

Elle a été marquée par trois communications portant sur les thèmes suivants :

- « Enjeux globaux de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des élèves : les dispositions du cadre institutionnel du Burkina et la Commission de l'Informatique et des Libertés »
- la protection des données personnelles sur les plates-formes d'Internet et de téléphonie mobile:
 - a. risques et dangers pour les citoyens
 - b. mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'Internet et de la téléphonie mobile
- le cadre juridique de la protection des données personnelles dans le secteur de l'éducation

2.2.2. De la conférence publique de Niangoloko

Organisée le 28 Juillet 2011, cette conférence publique avait pour objectifs de sensibiliser la population de Niangoloko sur :

- la loi N° 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel au Burkina Faso et le rôle de la Commission de l'Informatique et des Libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...)
- les risques et dangers auxquels les citoyens sont exposés lorsqu'ils utilisent les services de téléphonie mobile et d'Internet.

Elle a été marquée par une projection de films de sensibilisation et deux communications portant sur les thèmes suivants :

- « Enjeux globaux de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des élèves : les dispositions du cadre institutionnel du Burkina et la Commission de l'Informatique et des Libertés »
- la protection des données personnelles sur les plates-formes d'Internet et de téléphonie mobile:
 - a. risques et dangers pour les citoyens

- b. mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'Internet et de la téléphonie mobile

2.2.3. De la conférence publique de Koudougou

Organisée le 30 Juillet 2011, cette conférence publique qui a regroupé des étudiants et professeurs avait pour objectifs de les sensibiliser sur :

- la loi N° 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel au Burkina Faso et le rôle de la Commission de l'Informatique et des Libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...)
- les risques et dangers auxquels les citoyens sont exposés lorsqu'ils utilisent les services de téléphonie mobile et d'Internet.

Elle a été marquée par une projection de films de sensibilisation et deux communications portant sur les thèmes suivants :

- la protection des données personnelles sur les plates-formes d'Internet et de téléphonie mobile:
 - a. risques et dangers pour les citoyens
 - b. mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'Internet et de la téléphonie mobile
- le cadre juridique de la protection des données personnelles dans le secteur de l'éducation

2.3. De la participation de la CIL à des ateliers et séminaires nationaux

2.3.1. De la participation à des ateliers de validation de rapports d'études

Au cours de l'année 2011 la CIL a participé à sept (7) ateliers de validation de rapports d'études :

- 1) Le 19 janvier 2011 : participation à l'atelier de validation du document sur « les acteurs des droits humains au Burkina Faso », élaboré par le Ministère de la justice et de la promotion des droits humains ;
- 2) Le 15 avril 2011 : participation à l'atelier de restitution de l'étude sur le plan national de cyber sécurité organisé par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
- 3) Les 26 et 27 Mai 2011 : participation à l'atelier de validation du Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent (PPTD), organisé par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (MFPTSS) en partenariat avec l'Equipe d'appui au Travail décent /BIT-Dakar. Le travail décent implique également une prise en compte du droit à la protection des données personnelles et de la vie privée des salariés et le rôle de la CIL a été de veiller à ce que ce volet soit pris en compte ;
- 4) Du 21 au 25 novembre 2011 : participation à l'atelier de validation de l'étude globale relative à la création d'un visa unique UEMOA, tenu à Ouagadougou. La participation de la CIL devait permettre de prendre en compte le volet

protection des données à caractère personnel dans le dispositif du visa unique UEMOA ;

- 5) Le 16 décembre 2011 : participation à l'atelier de validation d'une étude de faisabilité de l'interconnexion des guichets uniques du foncier (GUF), suite à l'invitation de la Maison de l'entreprise du Burkina. La CIL a rappelé les obligations des responsables de traitement en matière de création de fichiers automatisés de traitements contenant des données personnelles et la nécessité de prendre des mesures de sécurité pour protéger les informations sur les personnes ;
- 6) Le 15 décembre 2011 : participation à l'atelier de validation du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) organisé par le Ministère de la Justice et de la promotion des droits Humains ;
- 7) Le 20 décembre 2011 : participation à l'atelier de validation du programme conjoint Violences Faites aux femmes et aux Filles, organisé par le Ministère de la Promotion de la Femme. Ce programme quinquennal (2011-2015) est conduit par le gouvernement du Burkina Faso, avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

2.3.2. De la participation à des séminaires, salons et colloques

- 1) Les 07 et 08 décembre 2011 la CIL a participé au onzième Forum national sur les droits humains autour du thème « Culture du civisme pour la paix et l'enracinement de la démocratie ». Ce forum entre dans le cadre des activités de la Semaine nationale de la Citoyenneté (SENAC) organisé par le Ministère de la Justice et de la promotion des droits humains à laquelle la CIL participe régulièrement ;
- 2) La CIL est membre du Comité de pilotage de la Politique nationale de la justice 2010-2019, et à ce titre elle a participé à deux sessions ordinaires dudit Comité au cours de l'année 2011 ;
- 3) En juin 2011 la CIL a participé à la semaine nationale de l'Internet et des autres TIC en animant un stand au Salon des TIC de Ouagadougou ce qui lui a permis de faire une large diffusion de la loi aussi bien auprès des professionnels des TIC que du grand public ;
- 4) Les 12 et 13 septembre 2011 La CIL a participé à un colloque international sur le thème « L'Intelligence économique : stratégies d'innovation et de compétitivité », sur invitation de la Chambre de Commerce du Burkina Faso ;
- 5) Le 29 septembre 2011, la CIL pris part au panel sur le thème « Pluralisme et équilibre de l'information dans les médias publics », organisé à Ouagadougou par le Conseil Supérieur de la Communication.

2.4. Informer, conseiller

2.4.1. De la communication

Au cours de cette année 2011, la Commission de l'Informatique et des Libertés a renforcé sa politique de communication, afin d'assurer une large diffusion de la loi auprès de la population ainsi qu'une excellente visibilité de l'ensemble de ses activités pendant l'année 2011.

Ainsi, en plus du renouvellement de ses conventions de partenariat avec les trois quotidiens

d'information (Sidwaya, Observateur Paalga et Le Pays) et la RTB, la CIL a entretenu des relations de travail avec l'ensemble de la presse nationale et internationale.

Les activités de communication portaient entre autres sur : les séminaires et ateliers, les conférences et points de presse, les interviews radio et télé réalisées au studio et au plateau lors des journaux télévisuels et radiophoniques ou d'émissions réalisées en direct (Cf. annexe).

Les actions de communication ont aussi permis à la Présidente de la CIL d'être « L'invité de la Rédaction » des éditions Sidwaya du mois de décembre 2011. Ce fut l'occasion pour la première responsable de la Commission de passer en revue les grands chantiers entamés tout au long de l'année avant de faire la lumière sur les perspectives et les défis qui seront les leurs pour l'année 2012.

La CIL a, par ailleurs, produit et diffusé en collaboration avec la télé nationale du Burkina (TNB), dix films de sensibilisation sur la protection des données personnelles et de la vie privée.

L'autre action majeure en matière de communication reste sans conteste la production et la diffusion sur la télévision nationale, d'un documentaire de vingt-six minutes sur le piratage des données personnelles intitulé : «le mal du siècle ».

La CIL a en outre signé un protocole avec les Films du Dromadaire dans le cadre d'un partenariat à travers lequel l'image positive de l'institution sera présentée dans une série TV «La Sacoche» du réalisateur Boubakar DIALLO. Le producteur s'est engagé à décliner les messages de sensibilisation sur le thème de la Protection des données personnelles et de la vie privée dans le scénario selon les indications de la CIL.

La CIL a souscrit aux annales du Premier Ministère pour une page au titre de l'année 2011. Il s'agissait de présenter les actions de la CIL aux partenaires du Burkina Faso.

La CIL a également participé à la production d'un documentaire de la S.N.I 2011 portant sur l'administration électronique.

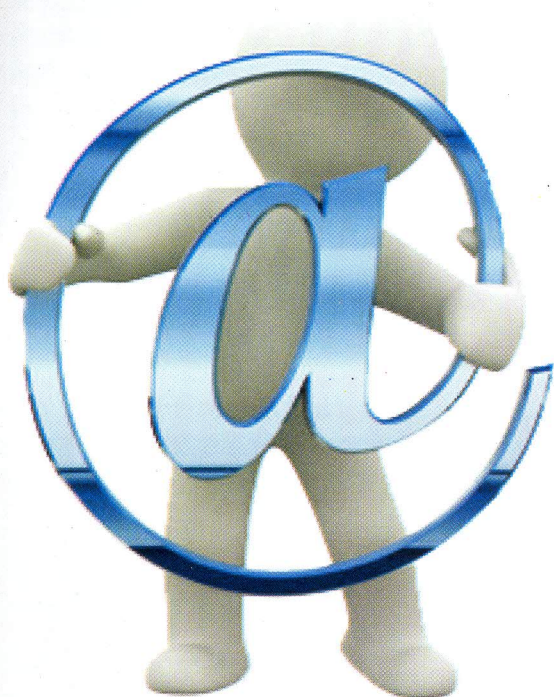
2.4.2. Du site web

En 2011, la CIL a augmenté la production de l'information sur les activités publiées sur son site web. Elle a amélioré son site web pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs et du grand public et également favoriser une plus grande diffusion proactive.

2.4.3. Du développement de contenus multimédias de sensibilisation, de formation et d'autoformation en langues nationales sur la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel

La CIL a procédé à la diffusion sur support CD-ROM du contenu multimédia en langues nationales Mooré, Dioula, Fulfuldé sur la loi 010-2004/AN portant protection des données personnelles.

CHAPITRE 3 RENFORCEMENT DES CAPACITES



Concernant ce chapitre, les activités majeures menées par la CIL au cours de l'année 2011 ont porté sur :

- L'organisation à Bobo-Dioulasso de deux ateliers de formation :
 - o formation des responsables des centres de ressources informatiques des établissements d'enseignement secondaire,
 - o formation des gérants des cybercafés de Bobo-dioulasso
- La participation à Ouagadougou à un atelier de formation sur la sécurité des systèmes d'information ;
- La participation des Commissaires et des cadres à des séminaires internationaux de perfectionnement.

1.3.1. De la formation des responsables des centres de ressources informatiques des établissements d'enseignement secondaire

Pour faire suite à une recommandation exprimée à l'issue du séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'enseignement secondaire » tenu les 25 et 26 novembre 2010 à KAYA, la CIL a organisé les 1er et 2 décembre 2011 à Bobo-Dioulasso un atelier de formation au profit des responsables des centres de ressources informatiques des établissements d'enseignement secondaire. L'atelier qui a regroupé trente-trois (33) responsables de centres venant de trente provinces du pays avait pour objectifs, d'apprendre aux participants les techniques de sécurisation d'environnements informatiques multi-utilisateurs, afin de mieux protéger les données personnelles et la vie privée des enseignants et des élèves.

2.3.2. De l'atelier de formation des gérants des Cybercafés sur la sécurité des systèmes informatiques

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier de restitution de l'étude sur « les conditions d'accès et la sécurité des systèmes informatiques des cybercafés et des autres centres d'accès communautaires à internet », la Commission de l'Informatique et des Libertés a organisé les 27 et 28 juin 2011 à Bobo-dioulasso un atelier de formation des gérants des cybercafés de la commune de Bobo-dioulasso.

Cet atelier avait pour principal objectif d'apprendre aux gérants des cybercafés et des autres centres communautaires à internet, les techniques de sécurisation de leurs systèmes informatiques afin de mieux protéger les données personnelles et la vie privée des internautes qui utilisent leurs ressources informatiques pour naviguer, envoyer du courrier électronique, s'abonner à des sites de réseautage social, etc.

3.3.3. De la participation à l'atelier sur la sécurité des systèmes d'information

La CIL a participé du 19 au 29 septembre à Ouagadougou à un atelier sur la sécurité des systèmes d'information.

Organisée par la société Intrapole –Burkina- en partenariat avec NETASQ –France-, cet atelier avait pour objectif de former les participants sur la démarche pour la mise en place de la sécurité des systèmes d'information et la prise en main des boîtiers NETASQ (tableau de bord, configuration du système, administration du boîtier).

Les sujets traités au cours de cet atelier ont porté sur :

1. "Méthode et technique de perfectionnement en sécurité des systèmes d'information";
2. "Formation administrateur Firewall UTM version 9".

1.3.4. De la participation à la 8eme édition des Universités Africaines de la Communication de Ouagadougou (UACO)

La Commission de l'Informatique et des Libertés a participé à la 8eme édition des

Universités Africaines de la Communication de Ouagadougou (UACO), organisée du 07 au 10 décembre 2011 sur le thème « les nouveaux enjeux médiatiques en Afrique face aux mutations internationales : mondialisation, transition numérique, presse en ligne, éthique et déontologie ». Au cours de cette rencontre elle a eu à présenter deux communications sur les thèmes suivants :

1. « La liberté de presse et d'expression, et protection des données à caractère personnel ».
2. « L'impact des mutations technologiques sur les relations internationales du Burkina Faso »

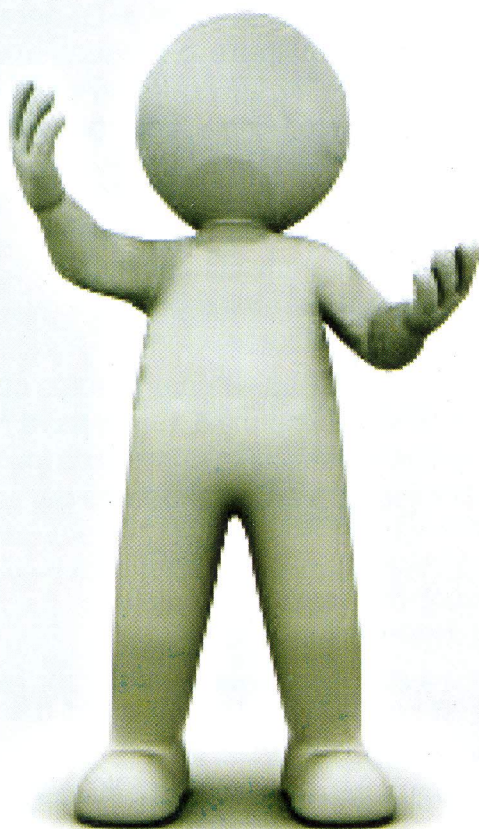
1.3.5. De la participation des Commissaires et des cadres à des séminaires internationaux de perfectionnement.

Dans l'esprit de doter la Commission de ressources humaines hautement qualifiées pour mener à bien ses missions, seize (16) cadres de la commission ont pris part au cours de l'année 2011 à des séminaires internationaux de perfectionnement organisés au Maroc.

2.3.6. De la contribution de la CIL à la formation initiale des étudiants

Au cours de l'année 2011, la CIL a accueilli en son sein quatorze (14) stagiaires dans les domaines suivants : droit, informatique, communication et administration. Tout au long de leurs stages les étudiants ont pu s'imprégner du droit de la protection des données personnelles et de la sécurité des systèmes informatiques.

4 ACTIVITES INTERNATIONALES



Pour appuyer la mise en œuvre efficiente de ses activités, la Commission a participé à diverses rencontres internationales afin :

- de contribuer à l'élaboration de lois et politiques sur la protection des données personnelles et de la vie privée au niveau international ;
- de s'approprier les meilleures pratiques et les derniers développements en matière de protection des données personnelles et de la vie privée ;
- d'expliquer la conception burkinabè de la protection des données personnelles et de la vie privée ;
- de prendre en compte les expériences réussies d'autres pays et capitaliser les mécanismes éprouvés déjà mis en œuvre par ces pays en matière de protection des données à caractère personnel ;
- de créer des relations de travail et d'échanges avec d'autres institutions nationales et internationales.

En 2011, la Commission de l'Informatique et des Libertés a participé à des colloques, séminaires et conférences en Ethiopie, au Sénégal et au Mexique.

4.1. De la participation à la deuxième session du Comité de l'information, de la science et de la technologie de l'information pour le développement (CODIST II)

Du 30 avril au 6 mai 2011, le Secrétaire Général de la Commission de l'Informatique et des Libertés a participé à Addis-Abeba à la deuxième session du Comité de l'information, de la science et de la technologie de l'information pour le développement (CODIST II), organisée par la Commission économique pour l'Afrique sur le thème « Innovation pour le développement industriel de l'Afrique »

Cette session a vu la participation de plus de 800 responsables, décideurs, scientifiques, juristes et journalistes, représentant des pays africains, des organisations nationales, internationales, régionales et sous régionales ainsi que des partenaires de développement. Elle avait pour objectifs :

1. l'examen des défis et des enjeux relatifs aux technologies de l'information et de la communication, dans les secteurs de la géo-information et de la science et de la technologie ;
2. la formulation de politiques et stratégies pour venir à bout des problèmes de développement de l'Afrique ;
3. la détermination des axes de priorité du programme de travail de la Division TIC, de la science et de la technologie de la CEA.

4.2. De la participation aux rencontres et séminaires francophones sur la protection des données personnelles et de la vie privée

Du 17 au 24 septembre 2011, une délégation de la Commission de l'Informatique et des Libertés, composée de la Présidente, Alimata OUATTARA/DAH et du Secrétaire Général, Allassani OUEDRAOGO, a participé à DAKAR à des réunions préliminaires aux rencontres et séminaires francophones sur la protection des données personnelles et de la vie privée, organisés par l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP).

Ces rencontres et séminaires organisés pour la première fois en terre Africaine avaient pour objectifs principaux :

1. approfondir la connaissance des principes de la loi sur la protection des données personnelles et de la vie privée ;
2. assurer une forte sensibilisation des représentants des États africains dotés ou non d'une législation et encourager les États à suivre l'exemple d'autres pays qui ont pu bénéficier de l'aide de l'AFAPDP dans la rédaction d'un projet de loi, ou encore pendant le processus législatif ou la mise en place de l'autorité de contrôle ;
3. valoriser l'engagement des États africains pour la protection des données personnelles et de la vie privée.

Au cours de ces rencontres, la Présidente de la CIL a livré deux communications sur les thèmes ci-après :

4. La protection des données personnelles et de la vie privée : « Outils et stratégies de communication » ;

5. La protection des données personnelles et de la vie privée « Stratégie et définition de priorités ».

Ces deux communications ont suscité des débats très enrichissants qui ont démontré l'intérêt porté par les participants sur la démarche communicative adoptée par la CIL du Burkina Faso. Tous les intervenants ont par ailleurs exprimé leur souhait de s'inspirer de cette démarche et plus encore de tisser des relations d'échange avec la CIL.

Madame la Présidente en guise de réponse les a assurés de la disponibilité de son institution à collaborer avec tous ceux qui le souhaitent.

4.3. De la participation à la 33^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données personnelles.

Du 27 Octobre au 5 Novembre 2011, une délégation de la Commission de l'Informatique et des Libertés, composée de la Présidente, Alimata OUATTARA/DAH et du Secrétaire Général, Allassani OUEDRAOGO, a participé à Mexico à deux rencontres internationales:

1. La 5^{ème} conférence annuelle et l'Assemblée générale des commissaires de la protection des données personnelles de la francophonie
2. La 33^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données personnelles.

La 5^{ème} conférence annuelle et l'Assemblée générale des commissaires de la protection des données personnelles de la francophonie ont porté sur deux thèmes principaux:

1. la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) en matière de protection des données personnelles,
2. le développement du droit à la protection des données en Afrique francophone.

Les objectifs visés étaient :

3. de rapporter l'ensemble des travaux et réflexions menés sur ces deux sujets tout au long de l'année 2011 au sein du réseau des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) et du réseau francophone sous l'impulsion de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), dont les consultations sur la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) de la Délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), les réunions de Dakar ...
4. d'encourager l'échange d'expériences entre les représentants francophones et représentants issus d'autres réseaux concernés par la protection des données personnelles ;
5. de montrer qu'il existe au sein de la Francophonie une vision commune et dynamique de la protection des données personnelles, une vision que l'on doit porter sur la scène internationale, au sein même de la conférence internationale des commissaires à la protection des données

Au cours de cette rencontre, la Présidente de la Commission a présenté une communication sur le thème : « Les particularités de l'Afrique en matière de protection des données personnelles ».

Quant à la 33^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données qui s'est tenue les 2 et 3 Novembre 2011, la délégation de la CIL a activement pris part à des

panels de discussion et des ateliers organisés autour de plusieurs communications présentées par des experts internationaux sur les thèmes suivants :

1. la problématique de la constitution de grandes bases de données personnelles à travers le monde ;
2. les autorités chargées de la mise en œuvre de la loi portant protection des données personnelles en Amérique, en Asie et en Afrique ;
3. les défis de sécurité pour les autorités de protection des données personnelles ;
4. les risques de sécurité dans le monde moderne : que faire en cas de violation des données sensibles ? Comment faire en tant que commissaires pour un contrôle efficace ?
5. le rôle des agents tiers comme suppléants des organismes d'application des lois portant protection des données personnelles et de la vie privée ;
6. la recherche globale, les lois nationales et leur interopérabilité ;
7. le droit à l'oubli dans l'univers du réseau numérique ;
8. la responsabilité de la protection des données personnelles dans le cloudcomputing ;
9. le rôle croissant qu'aura la téléphonie mobile dans la société au cours de la prochaine décennie, son implication potentielle sur la vie privée, les défis et les conséquences de la réglementation et la politique ;
10. l'allocation de ressources pour une meilleure protection des données personnelles à l'ère des grandes bases de données et de la globalisation ;
11. la question de la supervision du respect de la vie privée dans les agences de production des données par les organismes chargée de l'application des lois ;
12. le rôle croissant des technologues au sein des autorités de protection des données ;
13. la protection des enfants dans un monde de réseaux ;
14. Les mécanismes à utiliser par les organismes pour identifier et atténuer les risques pour les individus.

En conclusion, la participation aux deux rencontres internationales a été l'occasion pour la Commission de l'Informatique et des Libertés du Burkina Faso de présenter au reste du monde son expérience dans la mise en œuvre de la loi portant protection des données personnelles et l'implantation de la structure dans le pays. Expérience qui a été fortement appréciée par l'ensemble des participants qui ont une fois de plus préconisé que cette démarche soit considérée comme exemple de bonnes pratiques que les nouvelles autorités des autres pays pourront répliquer à leur niveau.

Cette participation a également permis à la CIL de renforcer ses relations de coopération avec les autres autorités de protection des données personnelles qui ont pris part aux rencontres, en particulier avec celles de l'AFAPDP.

4.4. De la participation de la CIL à des téléconférences de l'AFAPDP

Au cours de l'année 2011, la Présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés a participé à quatre téléconférences qui ont réuni les membres du bureau de l'AFAPDP et L'OIF. Ces téléconférences ont porté sur le partage d'expériences et la constitution d'experts au sein de l'association.

4.5. Partenariats

4.5.1. Du partenariat avec l'AFAPDP

L'AFAPDP constitue un excellent cadre d'échanges et de partage d'expériences et a pour ambition de former des experts de la protection de données personnelles en son sein.

Ainsi, il a été institué l'organisation de séminaires collectifs de formation réunissant les Commissaires et le personnel des différentes autorités des pays membres.

4.5.2. Du partenariat avec d'autres institutions

La CIL a proposé l'organisation d'un cadre de concertation avec les nouvelles autorités de protection dont la première rencontre qui va formaliser ce cadre devra se tenir à Monaco en décembre 2012.

CHAPITRE 5 LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION



**COMMISSION DE L'INFORMATIQUE
ET DES LIBERTÉS**



5.1. Le collège des Commissaires

La Commission telle que créée par l'article 26 de la loi n°10-2004/AN du 24 avril 2004 est une autorité de contrôle chargée de veiller au respect des dispositions qui sont contenues dans ladite loi. A ce titre, elle dispose d'un pouvoir réglementaire et d'un pouvoir de sanction.

5.1.1. Composition et missions de la Commission

5.1.1.1. Composition

L'article 27 de la loi prévoit la composition de la Commission ainsi qu'il suit :

- un magistrat, membre du Conseil d'Etat, élu par ses pairs en assemblée générale ;
- un magistrat, membre de la Cour de cassation, élu par ses pairs, en assemblée générale ;
- deux députés désignés par le Président de l'Assemblée nationale ;
- deux personnalités désignées par les associations nationales œuvrant dans le domaine des droits humains ;
- deux personnalités désignées par les associations nationales de professionnels de l'informatique ;
- une personnalité désignée par le Président du Faso en raison de sa compétence.

Le mandat des membres de la Commission est de cinq ans, renouvelable une fois. Ils n'exercent pas de fonction à titre permanent à l'exception du président.

5.1.1.2. Missions

Aux termes de l'article 37 de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, la commission :

- prend des décisions individuelles ou réglementaires dans les cas prévus par la loi ;
- peut, par décision particulière, charger un ou plusieurs de ses membres ou de ses agents, assistés le cas échéant d'experts, de procéder, à l'égard de tout traitement de données, à des vérifications sur place et de se faire communiquer tous renseignements et documents utiles à sa mission ;
- édicte le cas échéant, des règles types en vue d'assurer la sécurité des systèmes ; en cas de circonstances exceptionnelles, elle peut prescrire des mesures de sécurité consistant notamment en la destruction des supports d'information ou en la suspension de l'autorisation ;
- adresse aux intéressés des avertissements et dénonce au parquet les infractions dont elle a connaissance ;
- veille à ce que les modalités de mise en œuvre du droit d'accès et de rectification indiqués dans les actes et déclarations prévus aux articles 18 et 19 n'entravent pas le libre exercice de ce droit ;
- reçoit les réclamations, pétitions et plaintes ;
- se tient informée des activités industrielles, de services qui concourent à la mise en œuvre de l'informatique ;
- se tient informée des effets de l'utilisation de l'informatique sur le droit à la

protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques ;

- conseille les personnes et organismes qui ont recours au traitement automatisé d'informations nominatives ou qui procèdent à des essais ou expériences de nature à induire de tels traitements ;
- répond aux demandes d'avis des pouvoirs publics et, le cas échéant, des juridictions ;
- propose au gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés et techniques informatiques.

5.2. Les Sessions

Dans le cadre de l'accomplissement des missions de la Commission, le Collège des Commissaires a poursuivi activement sa participation aux différentes activités organisées au cours de l'année 2010.

Le Collège des Commissaires a régulièrement tenu ses sessions. Au cours de l'année, il a organisé cinq (05) sessions et délibéré sur les points inscrits à l'ordre du jour selon le tableau ci-après :

N°	DATE DE LA SESSION	NATURE DE LA SESSION	ORDRE DU JOUR
01	27 janvier 2011	Ordinaire	- Examen d'une demande d'avis - Examen du budget 2011 de la CIL - Divers
02	18 mars 2011	Ordinaire	- Examen d'une demande d'avis d'une entreprise ; - Examen d'une demande d'avis d'une banque ; - Examen de Termes de Références pour deux séminaires (Yako et Tenkodogo) - Examen d'une demande de séance de travail à l'Assemblée nationale ; - Divers

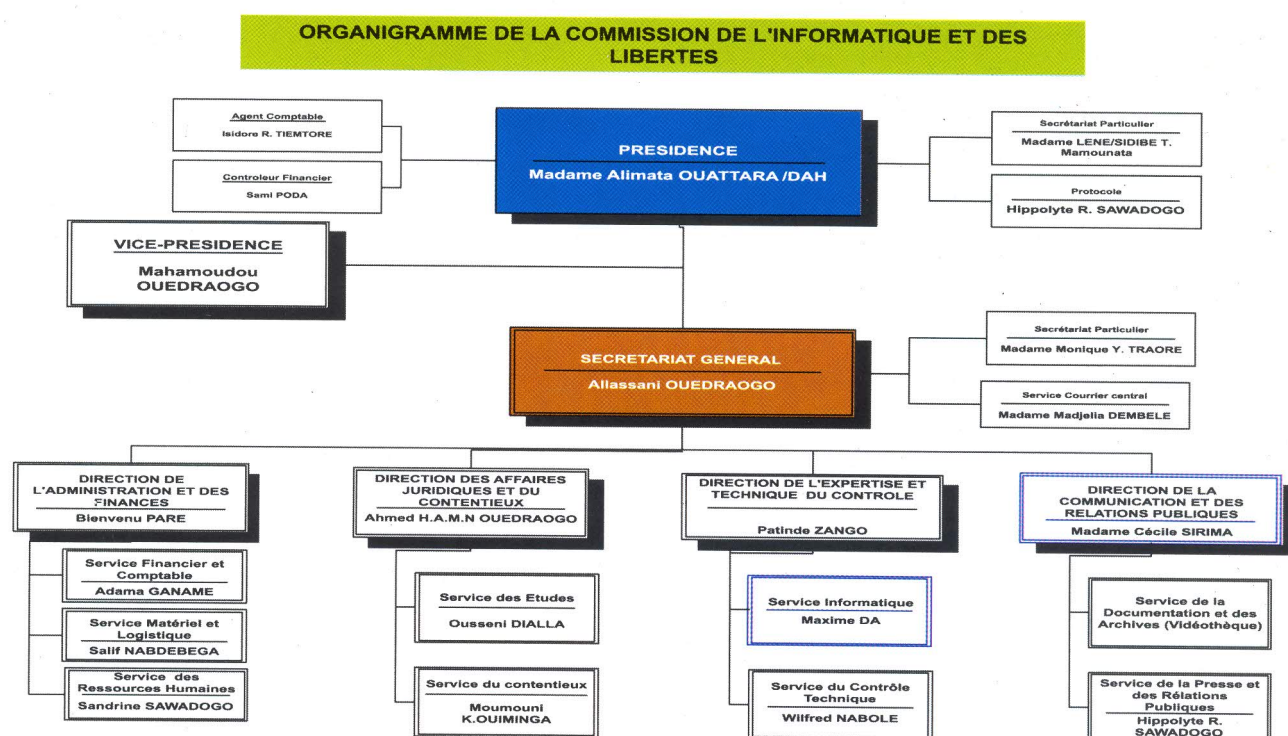
03	27 mai 2011	Ordinaire	<ul style="list-style-type: none"> - Examen des cahiers de charges d'exécution de la mission auprès des banques ; - Examen des cahiers de charges d'exécution de l'étude sur la protection des données personnelles au Burkina Faso ; - Participation de la CIL à la Semaine Nationale de l'Internet (SNI); - Examen de dépliants ; - Préparation de films de sensibilisation ; - Divers.
04	30 septembre 2011	Ordinaire	<ul style="list-style-type: none"> - Amendements des rapports de missions de vérifications auprès des banques ; - Séminaire de sensibilisation des acteurs de la Justice et de la Sécurité les 13 et 14 octobre 2011 à Dédougou ; - Atelier de formation des responsables des centres de ressources informatiques des établissements secondaires les 20 et 21 octobre 2011 à Bobo Dioulasso ; - Séminaire de sensibilisation des acteurs des TIC les 17 et 18 novembre 2011 à Ouagadougou ; - Études d'évaluation du niveau de prise de conscience et d'appropriation de la Loi, courant mois d'octobre et novembre 2011 ; - Divers.
05	13 juillet 2011	Extraordinaire	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur l'indemnité des commissaires.

5.3. Des réunions de cabinet

Afin d'assurer le fonctionnement quotidien de l'administration et de préparer les sessions du collège des Commissaires, la Présidente tient avec le Secrétaire général et l'ensemble des directeurs des réunions hebdomadaires.

Ainsi quarante-deux réunions de cabinet ont été tenues de manière régulière.

5.4. Les services administratifs



5.5. La gestion administrative et financière

5.5.1. La gestion administrative

L'effectif de la Commission de l'Informatique et des Libertés est resté stable malgré quelques recrutements en 2011 ceci à cause de l'effet des concours professionnels et celui des départs volontaires.

En effet, la Commission de l'Informatique et des Libertés a recruté sur Mesures Nouvelles, une secrétaire de direction, une secrétaire, un agent de bureau et un chauffeur. Elle a connu pendant la même période, le départ de deux agents (secrétaire de direction et secrétaire) en stage de formation et une démission (chauffeur).

Au 31 décembre 2011, la situation administrative des agents se présente donc comme suit :

- 09 commissaires dont un(01) permanent ;
- 35 agents en activité ;
- 01 agent démissionné ;
- 02 agents en stage de formation à l'ENAM.

La difficulté rencontrée dans la gestion du personnel reste sans nul doute les multiples départs volontaires observés au sein du personnel ces deux dernières années et l'incapacité pour la CIL de procéder à leur remplacement. Ces départs concernent le personnel spécifique et le personnel d'appui et leur recrutement se fait toujours sur mesures nouvelles avec autorisation expresse du gouvernement.

L'autre aspect lié à la gestion du personnel concerne la formation continue et les échanges d'expériences. A ce niveau, beaucoup de choses ont été faites. La CIL a organisé au profit de ses agents et de certains partenaires des formations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La situation se présente comme suit :

Thème de formation	Lieu	Nombre de personnes
Formation en anglais du personnel de la CIL	Ouagadougou	25
Formation de la responsable en communication de la CIL sur la Communication, relations publiques et image de marque d'une entreprise	Ouagadougou	01
Formation des informaticiens sur la sécurité des systèmes informatiques	Casablanca	03
Formation des gérants de cybercafés de Bobo Dioulasso sur la sécurisation des systèmes d'information	Bobo Dioulasso	60
Formation des secrétaires et responsable de gestion des ressources humaines en secrétariat, communication interne et relation publique	Bamako	5
Formation des commissaires, et responsables juridiques de la CIL sur les infractions commises par les moyens informatiques : comment réprimer la cybercriminalité ; rôle de chaque acteur sur le plan national et sur le plan international	Casablanca	7
Formation des cadres financiers sur la production des comptes administratifs et de gestion	Casablanca	2
Formation des responsables de ressources informatiques des établissements secondaires sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel dans le milieu scolaire	Bobo Dioulasso	60
Formation des responsables de la CIL en workshop sur la sécurité des systèmes d'information	Bobo Dioulasso	10
Formation des directeurs et chefs de services en gestion axée sur les résultats et des indicateurs de performances	Ouagadougou	15

5.5.2. La gestion financière

La Commission de l'Informatique et des Libertés a reçu pour le compte de l'exercice budgétaire 2010, une dotation de trois cent soixante millions (360 000 000) de FCFA répartie comme suite :

- Titre I : Dépenses d'investissement : vingt-sept millions deux cent mille (27 200 000) FCFA ;
- Titre II : Dépenses de fonctionnement : trois cent trente-deux millions huit cent mille (332 800 000) FCFA.

Cette présentation du budget est faite suivant la nomenclature budgétaire des Etablissements publics de l'Etat pour des raisons de gestion.

Le personnel est directement pris en charge par le Ministère des Finances à travers la chaîne de traitement de la solde.

La situation d'exécution du budget présente un niveau global d'engagement de 100%.

5.5.3. La gestion du matériel et mobilier de bureau

En termes d'acquisition, la Commission a pu au cours de cette année renforcer son patrimoine avec aussi bien du mobilier de bureau, du matériel de bureau que du matériel de communication.

- le mobilier de bureau est composé de : 05 fauteuils rembourrés pour directeur, 03 fauteuils rembourrés pour agents, 20 chaises visiteurs, 10 chaises avec accoudoirs, 02 armoires métalliques à 02 battants, 05 armoires à 10 clapets, du matériel pour la bibliothèque et la vidéothèque composé de 03 bibliothèques à 06 portes vitrées, du matériel pour la salle de formation composé d'un tableau mobile et d'un chevalet de conférence.
- Une photocopieuse de grande capacité de type IR 5075 au titre des matériels de bureau.
- le matériel de communication portait sur un système complet de vidéo conférence de type POLYCOM HDX 7000 et une caméra mobile HDV de marque SONY.

CHAPITRE 6 PROGRAMME 2012



Pour l'année 2012, les activités de la Commission de l'Informatique et des Libertés seront centrées autour des actions majeures suivantes :

- poursuite du suivi et du contrôle de l'application effective de la loi ;
- renforcement des capacités techniques des Commissaires et des cadres de la CIL ;
- sensibilisation des différentes composantes de la société sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel ;
- mise en place du Groupe Africain des Autorités de Protection des Données Personnelles ;
- mise en place de points focaux dans les structures publiques et privées traitant des fichiers contenant des données personnelles ;
- réalisation d'une étude pour mesurer l'impact de la protection des données personnelles et de la vie privées sur les pratiques des Médecins burkinabè à l'ère du numérique ;
- réalisation d'une étude pour évaluer l'incidence sur la protection des données personnelles et de la vie privée, de la cybercriminalité ;
- réalisation d'une étude pour évaluer l'incidence sur la protection des données personnelles et de la vie privée, de la vidéosurveillance ;
- développement des contenus multimédias en langues nationales sur la loi 010 ;
- diffusion des jeux éducatifs interactifs pour les jeunes sur le site web ;
- renforcement des capacités de fonctionnement de la CIL ;
- renforcement de la politique de communication ;
- présentation au Chef de l'Etat, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Conseil Constitutionnel, les rapports annuels 2010, 2011 rendant compte de l'exécution de la mission de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- Conclusion

Au regard du volume et de la pertinence des activités réalisées, 2011 a été une année de maturité et de consolidation des acquis. Elle se particularise des autres années par, d'une part, la prise en compte des insuffisances relevées dans les approches de vulgarisation de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel et d'autre part, le développement de nouvelles initiatives, pour une meilleure appropriation par le plus grand nombre de citoyens de ce droit fondamental de la personne humaine. Dans ce sens, les moyens de protection et de promotion du droit à la protection des données à caractère personnel doivent constamment être repensés afin de les adapter aux nouveaux enjeux qui apparaissent dans une dynamique d'évolution des technologies.

Dans les perspectives, 2012 devra permettre de prendre en compte cet impératif. Elle sera également pour la CIL l'année de renforcement de la collaboration institutionnelle et du partenariat aussi bien au niveau national qu'international.

- Recommandations

Il y a certes eu des acquis, mais ceux-ci ont été obtenus dans un contexte caractérisé par des difficultés inhérentes à toute structure naissante, c'est pourquoi, afin de garantir à la Commission un réel rayonnement après environ 5 ans de fonctionnement, les recommandations ci-après sont formulées à l'attention des plus hautes autorités :

- la clarification du statut juridique de la commission afin de lui garantir une reconnaissance institutionnelle notamment, sa prise en compte effective dans les corps constitués et dans les distinctions honorifiques de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;
- la clarification du mode de gestion administrative notamment la gestion des carrières des agents et du mode de gestion budgétaire notamment la jouissance pleine de son autonomie de gestion ;
- L'allocation de moyens conséquents au volet formation afin de permettre à la commission d'assurer sa mission de veille technologique à elle dévolue.

ANNEXE

1. Tableau recapitulatif des activités de communication 2011
2. Rapport de mission de la consultante :
3. Quelques deliberations

ANNEXE N° 01 : TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIVITES DE COMMUNICATION 2011

ACTIVITES	LIEU	PERIODE	ORGANES DE PRESSE
Présentation de vœux	OUAGADOUGOU (CIL)	21/01/2011	Sidwaya, Obs, Pays
FASO AWARDS	OUAGADOUGOU	29/01/2011	TNB, Sidwaya ,Obs, Pays Le Faso.NET
Séminaire national de sensibilisation sur « les technologies de l'information et de la communication, et la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens »	TEN KODOGO	31 mars au 01 avril 2011	TNB, Sidwaya Obs, Pays
-Réalisation d'émission plateau radio	TENKODOGO	30 mars	Radio Horizon FM de Tenkodogo
-Réalisation et diffusion d'un documentaire télé	NATIONAL	Mars-Avril	TNB
« Prix Gallian 2011 »	OUAGADOUGOU	12 Avril 2011	TNB, Pays Sidwaya Obs,
Semaine nationale de l'informatique(SNI) Lancement des CD-ROOMS	OUAGADOUGOU	Mai 2011	TNB, Obs, Sidwaya, Pays
Réalisation d'interviews	CIL	Mai 2011	Sidwaya
Réalisation d'Avants Papier	CIL	Mai 2011	Le Pays
Réalisation et diffusion documentaire télé pour la SNI		Mai 2011	TNB
Conférence publique sur la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des élèves : risques et dangers liés à l'utilisation des TIC	LEO	17/06/2011	Sidwaya, Pays, Obs.
Formation des gérants de cyber café	BOBO DIOULASSO		Sidwaya, Pays,
« Séminaire national de sensibilisation des acteurs de la société civile sur les enjeux de la protection des données personnelles et de vie privée des citoyens »	MANGA	Du 14 au 15/07/11	TNB, Sidwaya, Obs, Pays
Réalisation d'interview plateau radio	MANGA	13/07/11	Radio OCADES (Caritas)
Réalisation et Diffusion de SPOT Et de 10 Sketchs de « Sensibilisation sur la protection des données et de la vie privée des citoyens »	Sur toute l'étendue de la couverture télévisuelle	Juillet Août 2011	TNB
Conférence publique sur « Les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens »	NIANGOLOGO	28 Juillet 2011	Sidwaya, Obs. Pays
« Protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens : risques et dangers liés à l'utilisation des TIC »	KOUDOUGOU	30/07/2011	Sidwaya, Obs, Pays

Participation de la CIL aux rencontres AFAPDP a DAKAR	DAKAR	19 au 21/09/2011	Sidwaya, Obs, Pays
«Les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens à l'ère du numérique »	DEDOUGOU	25-26 Octobre 2011	Sidwaya, Obs, Pays
Réalisation d'interview plateau radio	DEDOUGOU	Octobre 2011	Radio CIDERCOM Dédougou
Réalisation d'émission plateau radio Interview radio voix de l'amerique	Ouagadougou	Octobre 2011	Radio « Libertés »
Etude sur l'impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes	BOBO DSSO	Samedi 26 nov. 2011	Sidwaya, Pays, Obs
Formation des responsables des ressources informatiques des lycées et collèges du burkina	BOBO DSSO	Nov 2011	Sidwaya Pays
UACO 2011	OUAGA	07/déc/2011	Tous les médias
Etude sur l'impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes	TENKODOGO	Samedi 09 déc. 2011	
Séminaire national avec les forces de défense et de sécurité « sur les enjeux de la protection des données personnelles et les atteintes à la vie privée des citoyens à l'ère du numérique »	BOBO DSSO	15 au 16 décembre 2011	TNB, RTB, Sidwaya, Express du Faso,
Réalisation de dossier- « L'invité de la Rédaction » (grande interview avec Mme la présidente et tout le staff de Sidwaya)	OUAGA	Vend. 16 décembre 2011	SIDWAYA
Etude Jeune s l'« Impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes »	OUAHIGOUYA	22 déc. 2011	Sidwaya, Obs, pays,
Etude Jeune s « Impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes »	OUAGADOUGOU	27 déc. 2011	Sidwaya, Obs, pays,
Opération don de sang	OUAGADOUGOU	28 Déc. 2011	Sidwaya, Pays, Obs

ANNEXE N°2 : RAPPORT DE MISSION DE LA CONSULTANTE :

Marie GEORGES

Assistant technique et rédacteur : Mme Marie GEORGES

Dates de la mission: 5 juillet au 22 juillet 2011, 29 août au 3 septembre 2011

Objet du contrat: Renforcement des capacités techniques des commissaires et des cadres dans les domaines en matière de méthodes et de savoir faire dans les matières suivantes;

- *analyse et contrôle de la qualification des dossiers de formalités préalables aux regards des procédures prévues par la loi en tenant compte de l'acte additionnel de la CEDEAO de février 2010,*
- *l'élaboration de normes d'exonération ou de simplification des déclarations*
- *l'élaboration de guides d'application de la loi dans des secteurs d'activités*
- *l'établissement de la liste des points clefs pour l'étude et l'encadrement d'un fichier commun des clients défaillants bancaires*

Avant propos

Je tiens à remercier chaleureusement le Collège des commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés, qui m'a renouvelé sa confiance en décidant, sur proposition de Madame la Présidente de la CIL, de me confier une nouvelle mission auprès du collège et des services, après celle effectuée en 2010.

Je teins également à remercier les commissaires qui ont participé aux travaux de la mission ainsi que les collaborateurs de la CIL pour l'intérêt porté à ces activités et pour la qualité des échanges directs, la pertinence de leurs questions, gages de l'obtention de résultats.

Qu'il me soit permis de remercier également et particulièrement les chauffeurs qui m'ont accompagnés jour après jour pour leur disponibilité, leur promptitude, leurs multiples initiatives pour me rendre la vie quotidienne facile et agréable ainsi que pour les échanges que nous avons eu visant souvent une meilleure compréhension mutuelle de nos différentes cultures.

Introduction

La mise en œuvre de la mission a reposé sur un projet programme de travail impliquant les membres du collège et des services, adressé préalablement à la CIL, destiné à répondre aux attentes précisées au contrat (annexe 1).

Ce projet de programme a été validé et mis en perspective du point de vue des enjeux, méthodes de travail et calendrier au cours de trois réunions qui se sont tenues les deux premiers jours de la mission.

Ces réunions ont conduit à revoir quelque peu la liste des travaux prévus au contrat.

- Confirmation des sujets envisagés par la mission sur
 - o qualification des dossiers de saisine et
 - o les normes simplifiées
- L'élaboration d'un guide presse a été abandonnée au profit d'un projet de guide en direction des banques compte tenu des nombreuses missions d'information en cours dans ce secteur
- Le projet d'un guide dans le domaine de la santé a été maintenu en bénéficiant des enseignements tirés de l'enquête en cours sur la connaissance de la loi
- L'intérêt des participants a été marqué pour
 - o une évaluation de la part de l'assistant technique des missions d'informations réalisées l'année écoulée (ONI/CENI, Opérateurs de télécommunications),
 - o des apports sur deux sujets d'actualité
 - > la vidéosurveillance et
 - > l'informatique en nuage (« cloud computing »)

L'ensemble de ces préoccupations ont été intégrées dans le planning résultant de ces entretiens (annexe 2 compte rendu des trois premières réunions de travail).

On notera que la mission ne s'est pas déroulée d'un seul tenant comme prévu à l'origine du 5 au 29 juillet 2011 en raison de problèmes de santé ayant affectés l'assistant technique, mais en deux temps du 6 au 25 juillet, puis du 29 août au 3 septembre 2011.

I. La qualification des dossiers de formalités préalables aux regards des procédures prévues par la loi en tenant compte de l'acte additionnel de la CEDEAO de février 2010

Cette question a été traitée au cours de plusieurs réunions portant sur l'analyse des dispositions concernées de la loi de 2004, l'analyse comparative de celles de l'acte additionnel de la CEDEAO (effectuée avec les services) et d'une réunion de décision sur les choix à retenir compte tenu de l'avantage que présente l'acte CDEO en prévoyant la possibilité de normes y compris d'exonération, et d'autre part du fait que s'il est moins avantageux en matière de contrôle a priori il est cependant « minimum » ce qui veut dire que le Burkina peut conserver une protection plus haute.

On trouvera en annexe 3, le long document de synthèse résultant de ces analyses et options, y compris dans leur composante opérationnelle relative au(x) formulaire(s) destinés aux responsables de traitements pour faciliter l'accomplissement de leurs formalités tout en facilitant pour la CIL le contrôle de la qualification des dossiers dont elle est saisie.

Une réunion avec le secrétaire général et le responsable de l'expertise s'est tenue concernant le formulaire et les modifications à y apporter.

II. Normes simplifiées

Au cours de plusieurs réunions de travail, notamment de celles destinées à la mise en œuvre du programme de la mission, plusieurs présentations et discussions ont eu pour objectifs

- l'appropriation par les membres concernés de la philosophie socio/juridique du champ d'application et du contenu minimum de l'acte établissant une norme que doit adopter la CIL
- l'identification des domaines qui au Burkina pourraient relever de telles normes
- l'élaboration d'une première norme à titre d'exemple pour d'autres normes,
- le projet d'élaborer une norme d'exonération pour les traitements de comptabilité en profitant de cette possibilité ouverte par l'acte additionnel de la CEDEAO.

Les comptes rendus de ces entretiens qui ont été très riches et qui ont posé la question de la

stratégie à développer pour populariser l'obligation de déclaration en tant qu'outil d'aide aux responsables de traitements à la mise en œuvre des principes de la protection, sont repris à l'annexe

La proposition de l'expert pour la première norme retenue relative à la rémunération du personnel privé est jointe à ce rapport en annexe 4.

Cette proposition a fait l'objet d'une discussion collective de validation au regard de cadre légal burkinabé et des pratiques dans le domaine de la gestion des rémunérations.

Le service juridique a été chargé de la mise au point consécutive du texte avant présentation pour orientation à une réunion plénière de la CIL et consultation des parties prenantes avant adoption définitive par la CIL.

Les travaux en direction d'une seconde norme relative à la tenue des bulletins scolaires n'ont pas aboutis, la documentation n'ayant pu être réunie auprès de l'auteur du logiciel en cause par le service informatique de la CIL.

On trouvera en annexe 5 la note sur les éléments d'une stratégie pour relancer les de formalités préalables, soumise pour discussion à la Présidence et aux responsables des services de la CNIL.

III. Evaluation par l'assistant technique des missions d'informations 2010/2011

On trouvera en annexe 6 l'évaluation effectuée des missions d'information ONI/CENI et opérateurs de télécommunications

ONI/CENI

L'initiative de ces missions, prise par la CIL, a été positive et ce de manière visible apaisant le climat entre les deux institutions ONI et CENI. Mais un suivi paraît indispensable compte tenu des élections à venir où les mêmes problèmes que ceux détectés par la CIL et ceux relevés par l'évaluation, pourraient se reproduire. Par ailleurs il est suggéré de tenir compte pour l'avenir des observations relatives d'une part à l'égard du projet de décret, d'autre part à l'égard des rapports de mission d'information (ou de vérification), et enfin sur la tenue des dossiers d'archives indiquées dans le fil de la note.

Opérateurs de télécommunications

Des missions d'informations ont été effectuées auprès des trois opérateurs de télécommunications. Les suites données n'ont pu être évaluées car les lettres de la CIL et réponses n'ont pas été transmises à l'assistant technique.

L'évaluation des rapports de missions montre que les informations collectées auprès des personnes rencontrées chez les opérateurs sont souvent insuffisantes les finalités des traitements ne sont pas précisées, la liste des données collectées, créées, conservées, transmises sur le réseau aux autres opérateurs et destinataire d'une communication ou autres ne sont pas précisées

Il n'apparaît pas, par ailleurs, qu'il est été tenu compte des questions posées et spécifiques à ce secteur, portée dans la note de 2010 de l'assistant technique, présentée et discutée alors en vue de la préparation de la mission auprès des opérateurs de télécommunications.

C'est pourquoi, le commissaire en charge de ce secteur a souhaité disposer d'une nouvelle présentation de cette note (annexe 7, portée au rapport d'émission de 2010).

IV. Vers des guides sectoriels destinés aux Banques, au secteur de la santé ?

Malgré le calendrier adopté en séance avec leurs auteurs, deux seulement des cinq rapports de missions d'informations effectuées auprès des banques (sur les 10 missions effectuées), estimés nécessaires ont été transmis par les services à l'assistant technique, pour commencer à identifier les problèmes qui pouvaient se poser en vue de leur examen, de concertations avec les banques et l'élaboration d'un guide.

Ces deux rapports ont fait l'objet de nombreuses observations de la part de l'assistant technique (annexe 8 et 9), montrant qu'au niveau des services il y a encore de grandes difficultés à identifier sur le terrain ce que l'on entend par traitement de données personnelles depuis la collecte des données jusqu'à leurs résultats fonction des finalités assignées au traitement. Dès lors l'analyse de l'application des principes et des difficultés soulevées ne pouvait qu'être lacunaire.

Par contre, les discussions internes et collectives ont permis de commencer à identifier les relations juridiques et informatisées entre les banques et la BCEAO suite à l'entretien tenu entre les services et la BCAO dans le cadre de cette étude. Ce travail devait se poursuivre après la fin de la mission de l'expert technique

En ce qui concerne l'enquête santé, les informations posées dans ce cadre n'ont pas permis de connaître dans un détail suffisant les traitements mais elles rendent compte de leur très grande variété.

V. Thèmes d'actualités

On trouvera en annexe 10, la note présentée par l'expert et discutée avec les services et commissaires concernés sur la problématique de la vidéo surveillance, apportant des réponses aux questions de base qu'il convient de se poser : quelles libertés en cause, quelle critère de dérogation aux principes, comment apprécier la nécessité et la proportionnalité, quelle information donner aux personnes et comment.

Sur l'informatique en nuage l'exposé, annexe 11, passe en revue toute les questions à se poser pour garder la maîtrise de l'application des lois nationales, dont celle sur la protection des données relative aux traitements ainsi sous traités.

Autres activités

L'assistant technique a été associé à la conférence organisée à Manga destinée à la société civile au cours de laquelle elle a apporté son témoignage sur les raisons des pouvoirs conférés à la CIL et sur l'importance de la société civile dans la mise en œuvre de la loi de 2004 comme relais d'information en direction des populations sur leurs droits, et en sens inverses pour faire part à la CIL des préoccupations de la base.

A l'issue de cette conférence il a été demandé à l'assistant technique de fournir une note destinée à la pédagogie sur la loi et le rôle de la CIL. Ci jointe en annexe 12. Il a été également offert à l'assistant technique d'assister à la réception par la Cil avant diffusion à la Télévision nationale d'une série de sketches pour lesquels elle avait fourni tous les éléments des scénarios. Ils concernaient la mise en scène des conséquences de risques tenant aux technologies de l'information pour lesquels les personnes peuvent prendre des précautions. Escroqueries par internet, par l'usage de bulletins de salaires laissés à disposition sur une table de l'entreprises, suite à l'écoute d'une conversation téléphonique, à

l'usage d'une carte bancaire prêtée, sur la vie privée exploitée de manière abusive dans le cadre d'une campagne politique, et sur la vidéosurveillance qui doit être signalée aux personnes concernées.

L'assistant technique a été très impressionné par les films ainsi réalisés et a suggéré que pour la suite une mise en scène plus poussée concernant toutes les dimensions de la vidéosurveillance puisse être réalisée (objet de son exposé) ainsi que des risques internes aux organisations sur lesquelles les personnes concernées ne peuvent ou n'osent réagir directement le plus souvent (détournement de finalité, disproportion dans la collecte d'information etc.)

Réalisation du budget temps alloué

Mise en place des activités de la mission avec les commissaires et les services (enjeux de chaque sujet, méthode, résultats attendus), réunions de bilan d'étapes et de direction	4 jours
Qualification et contrôle des formalités préalables en tenant compte de l'acte ad. de la CEDEAO, incidence sur les formulaires de déclaration et de demande d'avis : Etude, présentation, discussion, note de synthèse	5 jours
Normes simplifiées : présentation, animation de la réflexion collective sur les domaines, critères et contenu pour d'élaboration de telles normes, élaboration d'un projet type, documentation	2 jours
Evaluation et leur restitution des missions d'informations ONI/CENI, Opérateurs de télécommunications, Banques	5 jours
Sujets d'actualités : <ul style="list-style-type: none"> • les problématiques de la vidéosurveillance (élaboration d'une note et sa présentation) • l'informatique en nuage (élaboration d'une note et sa présentation) • participation à une conférence organisée par la CIL et à la réception des sketches pour la télévision • élaboration d'une note sur les principes de la loi et sur le rôle de la CIL 	5 jours
TOTAL	21 jours

Modalités des prises en charge réalisées ou à réaliser

1. 21 jours d'assistance technique versée (200 euros par jour) : 50% à l'arrivée, 50% devant être versé à la validation du rapport.
2. Billet d'avion aller/retour Paris/Ouagadougou, classe éco sur Air Burkina, fourni par la CIL.
3. Hébergement : Ram Hôtel Someketa.
4. Transport sur place assuré par un chauffeur et un véhicule de la CIL.

ANNEXE N°3 : QUELQUES DELIBERATIONS



Ouagadougou, le 27 JAN 2011

DELIBERATION N° 000021

Visa du Contrôleur financier

Visa CF n° 2001

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

- Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2011-002/PRES du 13 janvier 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2011-004/PRES du 16 janvier 2011 portant composition du Gouvernement ;
Vu le décret n°2007-424/PRES/PM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
Vu le décret n°2007-283 du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Vu le décret n°2008-124/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 07 mars 2008 portant rectificatif du décret 2007-758/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Vu le décret n°2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Sur délibération des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa séance ordinaire du 27 Janvier 2011 ;

Etaient présents :

Mme Alimata OUATTARA/DAH, Juriste, Inspectrice du Travail, Présidente,
M. Souleymane COULIBALY, Magistrat, Président de chambre au Conseil d'Etat,
M. Mamadi AOUBA, Colonel de l'Armée Burkinabé,
M. Paul YOUNGBARE activiste des Droits Humains,
M. Ouambi Daniel KONTOGOME, Magistrat, conseiller à la cour de Cassation,
M. Dim-Songdo Bonaventure OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale,
M. Boukary SAWADOGO, Ingénieur Informaticien, Consultant et Expert Régional.

Absents et excusés (procuration):

Dr Mahamoudou OUEDRAOGO, Conseiller à la Présidence, Vice Président,
M. Etienne OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

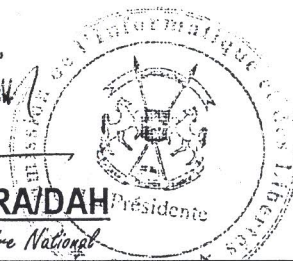
De commun accord, les Commissaires ont émis un avis favorable au transfert des données émis par la Banque Internationale du Burkina (BIB) tout en rappelant à celle-ci le strict respect de la Loi N°10-2004/AN portant protection des données à caractère personnel du 20 avril 2004.

Délibéré à Ouagadougou, les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,

Alimata OUATTARA/DAH Présidente

Chevalier de l'Ordre National





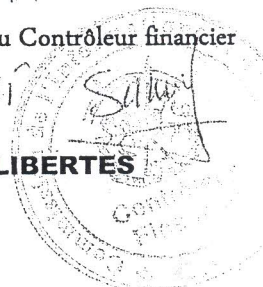
Ouagadougou, le 27 MAI 2011

DELIBERATION N°

000047

Visa du Contrôleur financier

Visa (C n° 011)



LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

- Vu la Constitution ;
Vu le décret n°2011-208/PRES 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n°2011-237/PRES du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;
Vu le décret n°2011-072/PRES/PM/SGGCM du 24 février 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
Vu le décret n°2007-283 du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Vu le décret n°2008-124/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 07 mars 2008 portant rectificatif du décret 2007-758/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Vu le décret n°2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
Vu l'arrêté n°2009-2181/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 30 octobre 2009 modifiant l'arrêté n°2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres.
Sur délibération des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa séance ordinaire du 27 Mai 2011 ;

Etaient présents :

- Mme Alimata OUATTARA/DAH, Juriste, Inspectrice du Travail, Présidente,
Dr Mahamoudou OUEDRAOGO, Conseiller à la Présidence, Vice Président,
M. Paul YUGBAR, activiste des Droits Humains.
M. Ouambi Daniel KONTGOME, Magistrat, conseiller à la cour de Cassation,
M. Boukary SAWADOGO, Ingénieur Informaticien, Consultant et Expert Régional.

Absents et excusés (procuration):

- M. Etienne OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale,
M. Souleymane COULIBALY, Magistrat, Président de chambre au Conseil d'Etat,
M. Mamadi AOUBA, Colonel de l'Armée Burkinabé,

Absent:

- M. Dim-Songdo Bonaventure OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

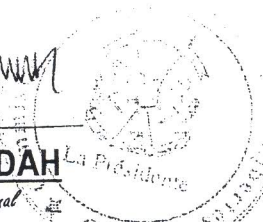
Les Commissaires après examen, ont émis un avis favorable à la confection de livrets comportant la loi N°010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel et les actes additionnels de la CEDEAO du 16 février 2010 et de dépliants contenant des conseils pratiques pour la protection des données personnelles et la vie privée.

Délibéré à Ouagadougou, les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,

Alimata OUATTARA/DAH

Chevalier de l'Ordre National





Ouagadougou, le 30 SEP 2011

0055

DELIBERATION N°

Visa du Contrôleur financier

Visu CFU 023 Signé

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2011-237/PRES du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2011-329/PRES/PM/SGGCM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- Vu** le décret n°2007-283 du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- Vu** le décret n°2008-124/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 07 mars 2008 portant rectificatif du décret 2007-758/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- Vu** le décret n°2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;

Sur délibération des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa séance ordinaire du 30 Septembre 2011 ;

Etaient présents :

Mme Alimata OUATTARA/DAH, Juriste, Inspectrice du Travail, Présidente,
Dr Mahamoudou OUEDRAOGO, Conseiller à la Présidence, Vice Président,
M. Souleymane COULIBALY, Magistrat, Président de chambre au Conseil d'Etat,
M. Mamadi AOUBA, Colonel de l'Armée Burkinabé,
M. Ouambi Daniel KONTOGOME, Magistrat, conseiller à la cour de Cassation,
M. Boukary SAWADOGO, Ingénieur Informaticien, Consultant et Expert Régional.

Absent excusé (par téléphone) :

M. Paul YOUNGBARE activiste des Droits Humains,

Absents:

M. Etienne OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale,
M. Dim-Songdo Bonaventure OUEDRAOGO, Député à l'Assemblée Nationale.

D E C I D E

ARTICLE 1:

Les Commissaires ont adopté après amendements les rapports des missions de vérification auprès des banques et des établissements financiers.

Délibéré à Ouagadougou, les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,

Alimata OUATTARA/DAH

Chevalier de l'Ordre National



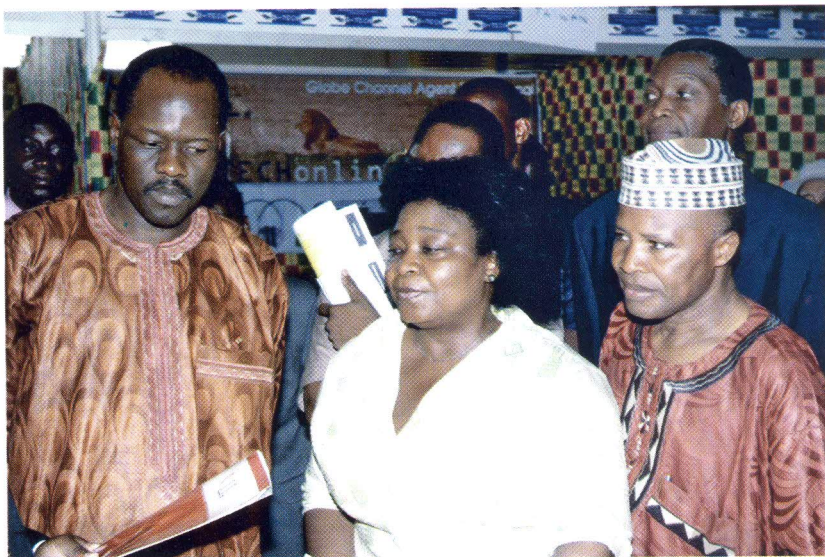


COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

L'ANNEE 2011 EN IMAGES



SNI 2011, visite des stands,
le Ministre Gilbert Ouédraogo
MPTEN et Mme la présidente
Alimata Ouattara/Dah et
le Ministre délégué chargé
de l'agriculture



Séminaire de Manga, Juillet 2011
Mme le Gouverneur de la Région
du centre-sud, Mariam
Thiombiano et Mme la Présidente
de la CIL Alimata Ouattara.



Mai 2011
Lancement du CD contenu
multi-média en marge de la SNI



Mai 2011
Visite de stands SNI



Conférence publique 28/07/11
Niangoloko



Séminaire avec les Forces de
Défense et de Sécurité,
Bobo-Dioulasso, 15 décembre
2011



Mai 2011
Lancement du CD contenu
multi-média en marge de la SNI



Conférence publique 28/07/11
Niangoloko
Le maire de Niangoloko
Abraham Soulama
mme la présidente (CIL)
Mme le préfet



Séminaire national Manga
participants Région centre sud
Juillet 2011



Séminaire de Bobo-Dsso
le 15/12/11 avec les Forces de
Défenses et de Sécurité (FDS),
le CEMG-A, Honoré Nabéré
Traoré et la Présidente de la
CIL (au milieu)

